

MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE MEMPHRÉMAGOG

MUNICIPALITÉ LOCALE DU CANTON D'ORFORD

RÈGLEMENT NUMÉRO 798

**SUR LA RÉGIE INTERNE DES
SESSIONS DU CONSEIL DE LA
MUNICIPALITÉ DU CANTON
D'ORFORD**

- Considérant l'article 491 du *Code municipal du Québec* qui permet au conseil d'adopter des règlements pour régler la conduite des débats du conseil et pour le maintien de l'ordre durant les sessions ;
- Considérant que la municipalité du Canton d'Orford désire actualiser ses règlements actuels et apporter quelques modifications ;
- Considérant qu' il est opportun que le conseil adopte un règlement à cet effet ;
- Considérant qu' un avis de motion de ce règlement a été donné par la conseillère Jacqueline Ascah lors d'une session ordinaire tenue le 16 janvier 2006 où une dispense de lecture a alors été accordée, conformément à l'article 445 du *Code municipal du Québec* ;
- Considérant que tous les conseillers déclarent avoir lu le *Règlement numéro 798* et renoncent à sa lecture ;
- Proposé par : Réjean Beaudette

D'adopter le *Règlement numéro 798*, lequel statue et ordonne :

TITRE

ARTICLE 1

Le présent règlement s'intitule : *Règlement sur la régie interne des sessions du conseil de la municipalité du Canton d'Orford.*

SESSIONS ORDINAIRES DU CONSEIL

ARTICLE 2

Les sessions ordinaires du conseil ont lieu le premier lundi de chaque mois, à l'exception de la session du mois de janvier qui a lieu le deuxième lundi du mois.

L'année d'une élection régulière, lorsqu'il y a scrutin, la session ordinaire du conseil du premier lundi de novembre est déplacée au deuxième lundi qui suit le jour du scrutin.

ARTICLE 3

Si le jour fixé pour une session ordinaire est férié, la session a lieu le jour juridique suivant.

ARTICLE 4

Le conseil siège dans la salle de délibérations du conseil, à la mairie, située au 2530, chemin du Parc.

ARTICLE 5

Les sessions ordinaires du conseil débutent à 19 h.

ARTICLE 6

Les sessions du conseil sont publiques et ne durent qu'une seule session à moins qu'elles ne soient ajournées.

ARTICLE 7

Les délibérations doivent y être faites à voix haute et intelligible.

SESSIONS SPÉCIALES DU CONSEIL

ARTICLE 8

Une session spéciale du conseil peut être convoquée en tout temps par le président du conseil, le greffier ou par deux membres du conseil, en donnant par écrit un avis spécial d'une telle session à tous les membres du conseil autres que ceux qui la convoquent.

ARTICLE 9

L'avis de convocation à la session spéciale doit indiquer les sujets et affaires qui y seront traités.

ARTICLE 10

Dans une session spéciale, on ne peut traiter que les sujets et les affaires mentionnés dans l'avis de convocation, sauf s'il y a consentement unanime des membres du conseil, s'ils sont tous présents.

ARTICLE 11

Le conseil, avant de procéder aux affaires à cette session, doit constater et mentionner dans le procès-verbal de la session, que l'avis de convocation a été signifié tel que requis par la loi, aux membres du conseil qui ne sont pas présents à l'ouverture de la session.

ARTICLE 12

S'il appert que l'avis de convocation n'a pas été signifié à tous les membres absents, la session doit être close immédiatement.

ARTICLE 13

L'avis de convocation doit être donné au moins deux (2) jours avant le jour fixé pour la tenue de l'assemblée.

ARTICLE 14

La signification de l'avis de convocation se fait de l'une des façons suivantes :

- i. Expédition par courrier recommandé ou par courrier certifié ;
- ii. En laissant une copie de l'avis de convocation à celui à qui il est adressé en personne, à son domicile, dans le cas, la copie de l'avis de convocation peut être laissée à une personne raisonnable de la famille ;
- iii. En laissant une copie de l'avis de convocation à celui à qui il est adressé en personne, à sa place d'affaires, dans le cas, la copie de l'avis de convocation peut être laissée à toute personne qui y est employée ;

Lorsque la signification se fait en laissant une copie de l'avis de convocation à celui à qui il est adressé en personne à son domicile ou à sa place d'affaires, la signification doit être faite entre 7 heures et 19 heures, même les jours de fête, sauf dans le cas de la signification à la place d'affaires où la signification ne peut être faite que les jours juridiques ;

- iv. Dans les cas où la signification de l'avis de convocation se fait en laissant une copie de l'avis à celui à qui il est adressé en personne, soit à son domicile, soit à sa place d'affaires, si les portes du domicile ou de la place d'affaires où doit être faite la signification sont fermées, ou s'il ne se trouve aucune personne raisonnable de sa famille, à son domicile ou une personne employée à sa place d'affaires, la signification se fait en affichant la copie de l'avis sur une des portes du domicile ou de la place d'affaires.

ARTICLE 15

Le défaut d'accomplissement des formalités prescrites pour la convocation d'une session du conseil ne peut être invoqué lorsque tous les membres du conseil présents dans la municipalité y ont assisté.

ARTICLE 16

À moins qu'il n'en soit fait autrement état dans l'avis de convocation, les sessions spéciales du conseil débutent à 19 h.

ARTICLE 17

Les sessions spéciales du conseil sont publiques.

ORDRE ET DÉCORUM

ARTICLE 18

Le conseil est présidé dans ses sessions par son chef ou le maire suppléant, ou, à défaut, par un membre choisi parmi les conseillers présents.

ARTICLE 19

Le président du conseil maintient l'ordre et le décorum et décide des questions d'ordre durant les sessions du conseil, sauf appel au conseil. Il peut ordonner l'expulsion de toute personne qui trouble l'ordre.

ORDRE DU JOUR

ARTICLE 20

Le greffier fait préparer, pour l'usage des membres du conseil, un projet d'ordre du jour de toute session ordinaire qui doit être transmis aux membres du conseil, avec les documents disponibles, au plus tard vingt-quatre (24) heures à l'avance.

ARTICLE 21

L'ordre du jour doit être établi selon le modèle suivant :

1. Ouverture
2. Réflexion
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Dépôt de documents
5. Période de parole réservée au public
6. Consultation ; dérogations mineures et projets de règlements
7. Administration
8. Urbanisme
9. Travaux publics
10. Avis de motion
11. Projets de règlements
12. Adoption de règlements
14. Période de questions à objet limité réservée au public
15. Levée de la session

ARTICLE 22

L'ordre du jour est complété et modifié, au besoin, avant son adoption, selon la demande de chacun des membres du conseil municipal.

ARTICLE 23

Les items à l'ordre du jour sont appelés suivant l'ordre dans lequel ils figurent.

ARTICLE 24

L'ordre du jour peut, après son adoption, être modifié en tout moment mais alors, avec l'assentiment de la majorité des membres du conseil présents.

APPAREILS D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 25

L'utilisation de tout appareil photographique, de caméra vidéo, de caméra de télévision ou autre est autorisée aux conditions suivantes :

- i. Seuls les membres du conseil municipal et les officiers qui les assistent, de même que, pendant la période de questions seulement, les personnes qui posent des questions aux membres du conseil, peuvent être captés par un appareil photographique, une caméra vidéo, une caméra de télévision ou tout autre appareil d'enregistrement de l'image.

L'utilisation de tout appareil photographique, de caméra vidéo, de caméra de télévision ou autre appareil d'enregistrement de l'image n'est autorisée qu'à la condition que l'utilisation de l'appareil soit faite silencieusement et sans, d'aucune façon, déranger la tenue de l'assemblée.

ARTICLE 26

L'utilisation d'un appareil d'enregistrement, mécanique ou électronique, de la voix est autorisée durant les sessions du conseil municipal, à la condition que l'utilisation de l'appareil soit faite silencieusement et sans, d'aucune façon, déranger la tenue de l'assemblée, l'appareil utilisé devra demeurer en la possession physique de son utilisateur, ou encore être déposé sur une table ou sur un espace désigné et identifié à cette fin, ni l'appareil d'enregistrement, ni le micro ou toute autre composante de cet appareil ne devront être placés sur la table du conseil devant celle-ci ou à proximité de celle-ci ou à un endroit autre que ceux ci-dessus indiqués.

ARTICLE 27

Les sessions du conseil comprennent des périodes au cours desquelles les personnes présentes peuvent poser des questions orales aux membres du conseil.

ARTICLE 28

Ces périodes sont, pour chacune d'elles, d'une durée maximum de trente (30) minutes à chaque session.

ARTICLE 29

Tout membre du public présent, qui désire poser une question, devra :

- i. s'identifier au préalable ;
- ii. s'adresser au président de la session ;
- iii. déclarer à qui sa question s'adresse ;
- iv. ne poser qu'une seule question et une seule sous-question sur le même sujet. Toutefois, toute personne pourra poser une nouvelle question ainsi qu'une nouvelle sous-question, lorsque toutes les personnes qui désirent poser une question l'auront fait, et ainsi de suite à tour de rôle jusqu'à l'expiration de la période de questions ;
- v. s'adresser en termes polis et ne pas user de langage injurieux et libelleux.

ARTICLE 30

Chaque intervenant bénéficie d'une période maximum de cinq (5) minutes pour poser une question et une sous-question, après quoi, le président de la session peut mettre fin à cette intervention.

ARTICLE 31

Le maire ou le conseiller à qui la question a été adressée peut soit y répondre immédiatement, y répondre à une assemblée subséquente ou y répondre par écrit.

ARTICLE 32

Chaque membre du conseil peut, avec la permission du président, compléter la réponse donnée.

ARTICLE 33

Seules les questions de nature publique seront permises, par opposition à celles d'intérêt privé ne concernant pas les affaires de la municipalité.

ARTICLE 34

Tout membre du public présent lors d'une session du conseil doit s'abstenir de crier, de chahuter, de chanter, de faire du bruit ou poser tout autre geste susceptible d'entraver le bon déroulement de la session.

ARTICLE 35

Tout membre du public présent lors d'une session du conseil qui désire s'adresser à un membre du conseil, au directeur général ou au greffier, ne peut le faire que durant la période de questions.

ARTICLE 36

Tout membre du public présent, lors d'une session du conseil, qui s'adresse à un membre du conseil, au directeur général ou au greffier pendant la période de questions, ne peut que poser des questions en conformité aux règles établies aux articles 30, 31 et 34 du présent règlement.

ARTICLE 37

Tout membre du public présent lors d'une session du conseil doit obéir à une ordonnance de la personne qui préside l'assemblée ayant trait à l'ordre et au décorum durant les sessions du conseil.

PÉTITIONS

ARTICLE 38

Toute pétition ou autre demande écrite destinée à être présentée au conseil doit porter à l'endos le nom du requérant et la substance de la demande. L'endos seulement sera lu à moins qu'un membre du conseil n'exige la lecture du document au long, et dans ce cas, cette lecture sera faite.

PROCÉDURES DE PRÉSENTATION DES DEMANDES, RÉOLUTIONS ET PROJETS DE RÈGLEMENT

ARTICLE 39

Un élu ne prend la parole qu'après avoir signifié, en levant la main, son intention de le faire au président de l'assemblée. Le président de l'assemblée donne la parole à l'élu selon l'ordre des demandes.

ARTICLE 40

Les résolutions et les règlements sont présentés par un élu qui explique le projet au conseil, ou, à la demande du président, par toute autre personne.

Une fois le projet présenté, le président de l'assemblée doit s'assurer que tous les conseillers qui désirent se prononcer sur la question ont eu l'occasion de le faire.

Une fois le projet de résolution ou de règlement présenté, un conseiller peut présenter une demande d'amendement au projet.

ARTICLE 41

Lorsqu'une demande d'amendement est faite par un membre du conseil, le conseil doit d'abord voter sur l'amendement présenté. Lorsque l'amendement n'est pas adopté, le conseil vote sur le projet original. Les règles applicables au vote sur le projet original s'appliquent aux règles concernant le vote d'amendement.

ARTICLE 42

Tout conseiller peut, en tout temps, durant le débat, exiger la lecture de la proposition originale ou de l'amendement et le président ou le greffier, à la demande du président ou du membre du conseil qui préside la session, doit alors en faire la lecture.

ARTICLE 43

À la demande du président de l'assemblée, tout fonctionnaire peut donner son avis ou présenter les observations ou suggestions qu'il juge opportunes relativement aux questions en délibération.

VOTE

ARTICLE 44

Les votes sont donnés à vive voix et sur réquisition d'un membre du conseil et ils sont inscrits au livre des délibérations.

ARTICLE 45

Sauf le président de l'assemblée, tout membre du conseil municipal a l'obligation de voter sous peine des sanctions prévues à la loi.

ARTICLE 46

Toutefois, un membre du conseil d'une municipalité, qui est présent au moment où doit être prise en considération une question pour laquelle il a directement ou indirectement un intérêt pécuniaire particulier, doit divulguer la nature générale de cet intérêt avant le début des délibérations sur cette question et s'abstenir de participer à celles-ci et de voter ou de tenter d'influencer le vote sur cette question.

ARTICLE 47

Lorsque la question est prise en considération lors d'une session à laquelle le membre n'est pas présent, il doit divulguer la nature générale de son intérêt dès la première session suivante à laquelle il est présent, le tout en conformité de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (L.R.Q., c. E-2.2).

ARTICLE 48

Toute décision doit être prise à la majorité des membres présents, sauf lorsque la loi demande la majorité absolue ou la majorité des membres élus et dans ces cas, la majorité requise est la majorité des membres élus.

ARTICLE 49

Lorsque les voix sont également partagées, la décision est considérée comme rendue dans la négative.

ARTICLE 50

Les motifs de chacun des membres du conseil, lors d'un vote, ne sont pas consignés au procès-verbal, sauf avec l'assentiment de la majorité des membres du conseil présents lors du vote.

AJOURNEMENT

ARTICLE 51

Toute session ordinaire ou spéciale peut être ajournée par le conseil à une autre heure du même jour ou à un autre jour subséquent, sans qu'il soit nécessaire de donner avis de l'ajournement aux membres qui n'étaient pas présents.

ARTICLE 52

Deux membres du conseil peuvent, quand il n'y a pas quorum, ajourner la session une heure après que le défaut de quorum a été constaté. L'heure de l'ajournement et les noms des membres du conseil présents doivent être inscrits au procès-verbal de la session.

- i. Dans ce cas, un avis spécial de l'ajournement doit être donné par le greffier aux membres du conseil qui n'étaient pas présents lors de l'ajournement. La signification de cet avis doit être constatée, à la reprise de la session ajournée, de la même manière que celle de l'avis de convocation d'une session spéciale.

PÉNALITÉ

ARTICLE 53

Toute personne, qui agit en contravention des articles 25, 26, 34, 35, 36 et 37 du présent règlement, commet une infraction et est passible d'une amende minimale de 100 \$ pour une première infraction et de 200 \$ pour une récidive, ladite amende ne devant en aucun cas être supérieure à 1 000 \$. Les frais pour chaque infraction sont en sus.

À défaut de paiement dans le délai imparti par la Cour, le contrevenant sera passible des sanctions prévues au *Code de procédure pénale du Québec* (L.R.Q. c. C-25.1).

DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES ET FINALES

ARTICLE 54

Aucune disposition du présent règlement ne doit être interprétée de façon à restreindre les pouvoirs qui sont accordés par la loi aux membres du conseil municipal.

ARTICLE 55

Le présent règlement abroge les *Règlements numéros 476, 552 et 580*.

ARTICLE 56

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Adopté à Canton d'Orford, ce jour 6^e du mois de février 2006.

Pierre Rodier
maire

M^e Brigitte Boisvert
greffière

Échéancier

Avis de motion donné le 16 janvier 2006 ;

Adoption du *Règlement numéro 798* le 6 février 2006 (Résolution numéro 52-02-2006) ;

Avis de publication du *Règlement numéro 798* affiché le 3 mars 2006.